## NOMENCLATURE ACTES:

8.3 Voirie

## ARRETE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT TRAVAUX DE GENIE CIVIL POUR LA CREATION D'UN BRANCHEMENT ELECTRIQUE A L'INTERSECTION DU BOULEVARD DE L'OISE ET DE LA RUE DES VALANCHARDS DU LUNDI 15 SEPTEMBRE 2025 AU VENDREDI 03 OCTOBRE 2025

## Le Maire de la Commune de Vauréal.

**VU** l'article L.2212-1 du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs de police du Maire,

**VU** l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs du Maire concernant la police de la circulation et du stationnement,

**VU** l'article R.417-10 du code de la route relatif aux sanctions applicables aux véhicules gênant la circulation,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-22 relatif aux délégations du Conseil municipal au Maire,

**VU** la délibération n° 2/10/2023 du Conseil municipal du 07 octobre 2023 par laquelle le Conseil municipal a donné délégation à Monsieur le Maire, notamment pour les demandes d'attribution de subventions auprès de tous les organismes financeurs,

**CONSIDERANT** la demande en date du 05 août 2025 de la société AZTP de réaliser des travaux de génie civil pour la création d'un branchement électrique, boulevard de l'Oise à son intersection avec la rue des Valanchards, pour le compte d'ENEDIS, du lundi 15 septembre 2025 au vendredi 03 octobre 2025,

**CONSIDERANT** que l'exécution de ces travaux entraînera des restrictions de circulation et de stationnement,

## ARRETE

**ARTICLE 1**: Des travaux de génie civil pour la création d'un branchement électrique, boulevard de l'Oise à son intersection avec la rue des Valanchards, pour le compte d'ENEDIS, seront réalisés du lundi 15 septembre 2025 au vendredi 03 octobre 2025.

**ARTICLE 2:** Les travaux s'effectueront en chaussée rétrécie. La circulation sera alternée manuellement ou par feux tricolores. La vitesse sera limitée à 30km/h sur 50 mètres de part et d'autre des travaux.

Les piétons seront déviés sur le trottoir d'en face.

Le stationnement sera interdit à tout véhicule à l'emplacement des travaux et sur 50 m de part et d'autre de son emprise.

Tout stationnement à cet emplacement sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 3 :** Les travaux seront réalisés par la société AZTP – rue de Bougainville prolongée – 77550 LIMOGES FOURCHES.

**ARTICLE 4 :** La signalisation sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire. La fourniture, la mise en place des panneaux sont à la charge de l'entreprise.

**ARTICLE 5**: L'entreprise est soumise à une obligation de résultat. Tout affaissement aussi minime soit-il, sera repris par l'entreprise à la première demande et à ses frais. Toute fissure en limite sera convenablement pontée. Cette garantie devra courir pendant un délai de deux ans à l'issue des derniers travaux, (travaux initiaux ou travaux de reprise).

**ARTICLE 6**: Les autorités de police Municipale et Nationale sont habilitées à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté municipal, pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux.

**ARTICLE 7:** Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier par l'entreprise.

**ARTICLE 8 :** Le non-respect de l'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension des travaux et la remise immédiate de la chaussée en son état initial.

ARTICLE 9: Monsieur Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vauréal, le 07 août 2025

Le Maire de Vauréal.

Raphaël LANTERI

| Date exécutoire :    |      |
|----------------------|------|
|                      |      |
| Date de notification | :    |
|                      | ••   |
| Date de mise en lig  | ne : |
|                      | •••• |
|                      |      |



Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, à compter de sa réception par le représentant de l'Etat ainsi que de sa notification à la personne intéressée ou de sa mise en ligne pour tout tiers ayant un intérêt à agir.